

A bas l'Europe des capitaux et des actionnaires ! Vive la lutte des prolétaires et des gueux !

La mondialisation capitaliste s'est traduite par un renforcement sans précédent du capital financier : les multinationales cotées en bourse, les banques d'affaires, voilà les vrais centres de décision qui font la pluie et le beau temps (surtout la pluie) sur la planète. Partout, les mêmes recettes sont appliquées avec plus ou moins de brutalité : licenciements et chômage de masse, précarisation accrue du travail, flexibilité, délocalisations, démantèlement et privatisation des services publics, généralisation de la concurrence, marchandisation de tout : école, culture, santé, vivant. Et la mise en place du nouvel ordre mondial qui va de pair avec tout ça, c'est la généralisation de la guerre, « contre le terrorisme » comme il se doit.

La Constitution, c'est le renforcement d'une Europe capitaliste dans un monde qui ne vaut pas mieux

En face de la puissance économique états-unienne et de celle de l'Asie du Sud-Est, les grandes firmes européennes travaillent depuis des décennies à dépasser le cadre des Etats nationaux et à constituer un cadre supranational : l'Union Européenne, qui s'appelait autrefois le « marché unique » ce qui avait au moins le mérite d'être clair. Il ne s'agit que d'une Europe des marchands, faite par les marchands et pour les marchands. Une Europe capitaliste, pour concurrencer une Amérique capitaliste et une Asie capitaliste. Sur le dos des travailleurs, cela va sans dire.

Tout cela converge vers la suprématie du marché du Capital. La mondialisation capitaliste, et l'Europe qui en est l'un des acteurs majeurs. La Constitution (oh pardon, le « traité constitutionnel ») de Giscard vient écrire, entériner, mais aussi accélérer ce qui se fait. **Il faut la combattre**, puisqu'il s'agit bien d'un moyen supplémentaire important dont veulent se doter les bourgeoisies européennes pour nous tondre la laine sur le dos. Mais il ne faut pas croire que tout le mal commence avec la Constitution – ni qu'il s'arrêtera si on réussit à empêcher son adoption. La formule phare de la Constitution, « **la concurrence libre et non faussée** », le dogme des libéraux de droite et de gauche, cette formule est en fait déjà présente dans le traité de Rome de 1957. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a rien de neuf dans la Constitution, mais simplement qu'elle n'émerge pas de rien.

Un exemple : les services municipaux. Concrètement, dans la plupart des grandes villes (et même des petites villes, ou des regroupements de communes), la quasi-totalité des services est devenu la propriété de Vivendi et de ses filiales, ou de la Lyonnaise des Eaux. L'eau, les parkings, les transports collectifs, le ramassage des ordures, les cantines, les salles de concert... rien ne leur échappe. Ces grands groupes offrent d'ailleurs couramment de bon postes à d'anciens élus politiques afin qu'ils puissent leur accorder des marchés juteux une fois réélus. On ne peut déjà plus parler de « services publics ». La Constitution va venir généraliser ce principe.

Qui décide dans tout ça ?

Ni toi ni moi. C'est tout le pouvoir aux multinationales et rien qu'à elles. L'Union européenne est pilotée par la Commission qui travaille avec une multitude de groupes d'influence plus ou moins opaques, dans lesquels on retrouve des représentants de tout ce que l'Europe compte comme grandes compagnies. Ces groupes préparent des directives, des rapports et des textes, qui sont ensuite avalisés par les institutions européennes où siègent les représentants des Etats nationaux. On peut donner en exemple l'éducation dont l'avenir est écrit au sein de l'ERT (*European Round Table*), un organisme qui regroupe quelques dizaines des plus grandes entreprises d'Europe et qui inspire l'essentiel des réformes de l'enseignement depuis plusieurs années, du primaire au supérieur.

Alors quelle est la fonction de « nos élus » (même si on ne les a pas élus) ? Est-ce qu'il faut dire que la politique est en voie de disparition, menacée par l'économie qui règnerait en seule maîtresse ? Ben non ! « Nos élus » qui gèrent le système ont une fonction bien précise : faire avaler la pilule aux peuples. Assurer le règne sans partage des multinationales tout en faisant croire que ce sont les peuples qui décident. Et c'est un sacré boulot, auquel la gauche capitaliste s'est donnée à fond. Usant de son crédit pour présenter toutes les attaques sous un vernis « social », elle a réussi à faire pas mal de choses sur

lesquelles la droite avait buté. Souvenons-nous, les privatisations records de Jospin (mieux que ses prédécesseurs), ou son accord sur la réforme des retraites, avec Chirac, à Barcelone en 2002.

Alors évidemment, tous ces partis gestionnaires dont la seule ambition est de rester ou de revenir à la mangeoire et qui ont réduit la politique à une énorme affaire de manipulation des masses au profit des nantis (traçant accessoirement un boulevard à l'extrême droite)... tous ces partis se retrouvent **naturellement favorables** à la Constitution. Nous avons nommé : à droite l'UMP et l'UDF, à gauche le PS et les Verts.

En face, un camp se dessine qui rejette la Constitution. Le camp des salariés, les premières cibles de la libéralisation à outrance cristallisée dans la Constitution. C'est le camp du Non de gauche, bien plus fréquentable même si on est loin d'être d'accord avec tout le monde là-dedans, mais où on trouve l'extrême gauche (LCR, LO...), le PCF, les syndicats pas totalement noyés dans la cogestion (Solidaires, la CGT), ou encore Attac.

Quelle alternative, pour quoi faire ?

Tant que l'économie restera dominée par le capital financier, rien ne sera réglé. Une « Europe sociale » avec Vivendi Universal, Bouygues, Carrefour, Lagardère, Axa et L'Oréal qui continuent à nous exploiter pour mener la guerre économique contre les trusts nord-américain et asiatiques, c'est impossible !

Assurer la satisfaction des besoins de la majorité, c'est pourtant possible. L'économie doit être au service de l'homme et non l'homme asservi par l'économie. Il faut un salaire à vie pour tous : jeunes en formation, travailleurs en activité, au chômage ou retraités. Il faut des services vraiment publics, gratuits et au service de la collectivité, pour assurer le droit à la santé, à l'éducation, à la culture pour tous. Pour cela, l'économie doit passer sous le contrôle de la collectivité. Et le droit individuel d'entreprendre ? Eh bien, qu'il passe après le droit de chacun à un travail, un logement, des loisirs et une vie décente.

Cela ne se fera pas tout seul. On ne fera pas l'économie de la mobilisation de millions d'hommes et de femmes sur leur lieu de travail, dans leur quartier, pour changer la vie ici et maintenant. A l'opposé d'une Constitution européenne écrite par des experts, qui prévoit le renforcement d'instances non démocratiques et éloignées des populations, il faut un changement de régime par toutes et tous et ouvert à toutes et tous.

La Commune de Paris en 1871 et d'autres expériences ont montré la voie : les élus doivent être révocables à tout moment, rémunérés au salaire moyen d'un ouvrier ; l'autogestion doit être généralisée, les salariés et les usagers des entreprises décidant conjointement de ce qui doit être produit, avec quelles priorités et en fonction de quels besoins ; les services publics doivent repasser sous contrôle public.

Mais pour cela, il faut commencer par chasser les détenteurs des multinationales et les sbires à leur service. Il faut construire autre chose, par un processus véritablement démocratique et non pas pseudo-démocratique comme la consultation sur le traité constitutionnel où on nous demande de nous prononcer sur plus de 300 pages d'un texte à la rédaction duquel nous n'avons pas participé, et volontairement rendu incompréhensible pour les gens normalement constitués que nous sommes.

C'est à la majorité de la population de participer à la constitution d'autre chose, d'autres institutions, d'un autre régime social et politique.

Et alors, on verra qu'il n'y a pas de limites ni de frontières artificielles comme Bayrou et l'extrême droite voudraient le faire croire. Quel que soit l'endroit où l'on commence à changer radicalement l'ordre des choses, si le pays d'à côté s'y met aussi, autant se regrouper avec lui. Car plus on est de fous...

30/03/05

« Le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul, aidons-le ! »